

Les journalistes en colère contre l'interdiction d'une marche

PANA, 30 avril 2014 Bujumbura, Burundi - L'Union burundaise des journalistes (UBJ) a laissé éclater une grande colère mardi, contre la municipalité de Bujumbura qui a été à l'origine de l'interdiction d'une "marche de soutien à la liberté de presse" à laquelle le syndicat indépendant des professionnels des médias avait appelé dans le cadre des activités préparatoires de la célébration de la Journée mondiale de la presse, prévue pour le 3 mai 2014. Pour le président de l'UBJ, Alexandre Niyungeko (photo), le refus administratif est d'autant plus affligeant que toutes les activités de la semaine menant vers le 3 mai avaient pourtant eu l'aval et la "bénéédiction entière" du ministre de la Communication. L'UBJ a cependant maintenu d'autres activités, cette fois, en salle et sur les terrains de sports qui vont meubler la semaine jusqu'au 03 mai prochain. Parmi ces activités figurent des conférences-débats ouverts au public sur, notamment, "l'environnement juridique mondial, sous-régional et national sur la sécurité des journalistes et l'état de droit". Le 03 mai, un rassemblement est prévu à la Maison de la presse du Burundi (sur les hauteurs Sud-est de Bujumbura, la capitale du Burundi) pour écouter, en direct, un message de circonstance du directeur général de l'UNESCO et la remise des trophées aux équipes de journalistes qui se seront distinguées dans certaines disciplines sportives. La journée du 3 mai 2014 pointe cependant à l'horizon au moment où les défilés de journalistes ont repris devant les juridictions du pays pour des délits supposés de presse. Les journalistes Alexis Nibasumba, correspondant de la Radio Bonesha FM à Rumonge (dans le Sud du Burundi), Alexis Nkeshimana de la même radio à Bubanza (plus au nord-ouest du pays) et Elogé Niyonzima, de la Radio publique africaine (RPA), également à Bubanza, sont poursuivis pour leurs enquêtes basées sur le contenu d'un récent câble diplomatique du Bureau des Nations unies au Burundi (BNUB) au Conseil de sécurité qui faisait état d'une distribution d'armes par des proches du parti au pouvoir dans les populations de ces contrées reculées du pays à des fins aujourd'hui encore non clairement élucidées. Le gouvernement burundais s'en est défendu, allant jusqu'à réclamer une enquête internationale sur des "allégations infondées", avant de procéder à l'expulsion d'un diplomate du BNUB par qui le "scandale" était arrivé.